



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Première session ordinaire  
Rome, 25 février-1<sup>er</sup> mars 2019

---

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 7 décembre 2018	WFP/EB.1/2019/6-A/1/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Projet de plan stratégique de pays – Bhoutan (2019-2023)

Durée	1 <sup>er</sup> janvier 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	8 942 053 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### Résumé

Dans le cadre de son partenariat avec le Gouvernement royal du Bhoutan, le PAM aide le pays depuis plus de 40 ans à progresser vers un grand nombre des objectifs qu'il s'est fixés en matière d'éducation, et notamment la scolarisation de tous et l'assiduité. Les investissements réalisés dans l'éducation, la santé et d'autres secteurs ont entraîné une croissance rapide de l'économie et des avancées importantes au regard du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Mais les Bhoutanais n'ont pas tous bénéficié du progrès de la même manière; ce constat ressort du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal du Gouvernement, qui indique comment le pays entend atteindre les objectifs de développement durable, et reprend l'objectif des Nations Unies énoncé dans le Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable du Bhoutan (2019–2023), qui est d'instaurer "une société juste, harmonieuse et durable, qui ne laisse personne de côté", incluant les pauvres, les enfants, les personnes âgées, les femmes et les personnes handicapées.

Dans cette perspective, le PAM répond à la demande d'aide du Gouvernement à l'heure où le Bhoutan parcourt la dernière ligne droite avant de quitter durablement la catégorie des pays les moins avancés. En dépit de l'amélioration globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les problèmes de santé liés à des régimes alimentaires carencés, notamment en micronutriments, et

---

#### Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud  
Directeur régional  
Asie et Pacifique  
courriel: david.kaatrud@wfp.org

M. S. Helms  
Responsable du bureau de pays  
courriel: svante.helms@wfp.org

l'évolution des modes de vie continuent de faire obstacle à la réalisation de l'objectif de développement durable 2, et les maladies non transmissibles constituent une préoccupation sanitaire croissante qui menace tous les groupes d'âge. En outre, sous l'effet de l'évolution du climat, de la topographie du pays et des mouvements géotectoniques, des catastrophes naturelles pourraient anéantir les progrès accomplis au Bhoutan à ce jour. Le séisme survenu au Népal en 2015, qui a coûté la vie à plus de 9 000 personnes et a eu de graves conséquences pour l'économie, a mis en évidence la nécessité immédiate d'améliorer la préparation aux situations d'urgence pour que le pays puisse intervenir en cas de besoin. La documentation publiée en 2018 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bhoutan, qui complète l'examen national volontaire réalisé en 2018, fait le point sur ces problèmes et présente une série de recommandations pour y remédier.

En tirant parti de son partenariat avec les pouvoirs publics dans le secteur de l'éducation, le PAM est bien placé pour aider le Bhoutan à mettre en œuvre plusieurs des recommandations les plus importantes grâce au présent plan stratégique de pays. Compte tenu des réalisations du Gouvernement et de sa volonté d'assumer pleinement la charge du programme d'alimentation scolaire d'ici à la fin de 2018, le PAM jouera désormais un rôle de facilitateur et s'attachera à obtenir les deux effets directs stratégiques suivants:

- D'ici à 2023, la nutrition des enfants d'âge scolaire, des femmes et des groupes vulnérables s'améliore, conformément aux objectifs nationaux.
- D'ici à 2023, les pouvoirs publics disposent de capacités renforcées pour s'attaquer aux défis liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition et pour se préparer aux crises, notamment celles qui résultent du changement climatique, et intervenir en urgence.

Au titre de l'effet direct stratégique 1, qui contribue à la réalisation de l'effet direct 2 du Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable, le PAM apportera une assistance technique en vue de transformer le programme d'alimentation scolaire existant en programme national de nutrition en milieu scolaire qui permette au Gouvernement d'aborder les questions de nutrition en associant la distribution des repas scolaires à des activités axées sur l'éducation nutritionnelle, la santé et l'agriculture. Le PAM fournira également au Ministère de l'agriculture et des forêts des conseils d'ordre technique et des avis sur la marche à suivre pour établir un cadre réglementaire et un dispositif de mise en conformité pour les aliments enrichis. L'ensemble de la population bhoutanaise pourra ainsi bénéficier en toute sécurité d'aliments enrichis.

Au titre de l'effet direct stratégique 2, qui contribue à la réalisation des effets directs 1 et 4 du Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable, le PAM s'emploiera à développer les capacités des pouvoirs publics, notamment celles du Département de la gestion des catastrophes, par les moyens suivants: renforcement des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours; amélioration des prévisions et des analyses de l'impact des catastrophes; élaboration de modes opératoires normalisés et développement des capacités de gestion des chaînes d'approvisionnement en situation d'urgence; et coordination des activités concernant l'approvisionnement, la logistique et les télécommunications d'urgence et la sécurité alimentaire entre les ministères compétents et les forces armées, la société civile, les Nations Unies et les organisations du secteur privé. Le PAM contribuera à la réalisation de cet effet direct stratégique au moyen de programmes multisectoriels intégrés et d'autres programmes menés conjointement avec des partenaires dans des domaines cruciaux, notamment la production de données plus fiables et leur mise à jour pour guider les activités en rapport avec les ODD et en assurer le suivi, conformément au Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable.

L'approche du PAM est en phase avec l'engagement pris par le Gouvernement d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 et avec son 12<sup>ème</sup> plan quinquennal, qui définit la marche à suivre à court terme pour que le Bhoutan quitte la catégorie des pays les moins avancés.

La mise en œuvre du plan stratégique de pays contribuera à la réalisation de trois des quatre effets directs définis dans le Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable. Dans son nouveau rôle de facilitateur, le PAM sera à même de réunir les différentes parties prenantes et de favoriser l'échange de connaissances, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, pour aider le Bhoutan à parcourir la dernière ligne droite qui lui permettra de sortir de la catégorie des pays les moins avancés, de protéger les acquis, de venir en aide à ceux qui risquent d'être laissés de côté et d'atteindre l'ODD 2 et les objectifs plus larges du Programme 2030.

### **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Bhoutan (2019-2023) (WFP/EB.1/2019/6-A/1), pour un coût total pour le PAM de 8 942 053 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

# 1 Analyse de la situation

## 1.1 Contexte national

1. Le petit royaume himalayen du Bhoutan est parvenu à développer rapidement son économie grâce à la gestion avisée de ses ressources naturelles et à l'exploitation de son potentiel hydroélectrique. Fondée sur la philosophie de l'"indice du bonheur national brut" conçue par le quatrième Roi du Bhoutan, Sa Majesté Jigme Singye Wangchuck, la forte croissance économique du pays, mais aussi les investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation et la transition pacifique vers une monarchie constitutionnelle démocratique, ont permis de faire reculer la pauvreté, qui est tombée de 23,2 pour cent à 8,2 pour cent en un peu plus d'une décennie<sup>1</sup>. L'espérance de vie est passée de 32 ans en 1960 à 69 ans en 2016 et le Bhoutan se classe 132<sup>ème</sup> sur 188 pays selon l'indice de développement humain, ce qui le situe dans la catégorie des pays dont le niveau de développement humain est moyen. Les progrès accomplis dans la lutte contre l'extrême pauvreté comptent parmi les réalisations les plus remarquables du pays et le Gouvernement s'est fermement engagé à atteindre les objectifs de développement durable (ODD), qui correspondent aux principes inhérents au bonheur national brut, et a inclus les cibles des ODD dans le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal national (2018-2023).
2. Le succès de l'action menée pour éliminer la pauvreté et empêcher que ceux qui en ont été victimes n'en souffrent de nouveau dépendra de la relation entretenue par la population du Bhoutan avec la terre. L'évolution du climat a pour effet de provoquer des catastrophes de plus en plus fréquentes et de plus en plus dévastatrices, qui menacent de réduire à néant les acquis et a des répercussions considérables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays, car la majorité de la population dépend du secteur agricole. La variabilité des précipitations qui devrait résulter du changement climatique risque à l'avenir de remettre en cause les recettes que tire le pays de l'hydroélectricité, les routes étant aussi de plus en plus exposées aux inondations et aux glissements de terrain.
3. Dans l'Himalaya, le risque de catastrophe naturelle n'est pas seulement imputable au climat, mais aussi à la topographie du pays et aux mouvements géotectoniques. Le Bhoutan est situé dans l'une des zones les plus actives au monde sur le plan sismique et des tremblements de terre récents de magnitude modérée ont attiré l'attention sur cette menace omniprésente<sup>2</sup>. Des données scientifiques récentes portent à croire que la probabilité de survenue de tremblements de terre dans certaines zones montagneuses à activité sismique augmentera à mesure que le changement climatique entraînera l'amincissement du lourd manteau de glace et de neige qui contenait cette activité.
4. Les habitants du Bhoutan sont de plus en plus urbains, jeunes, connectés et éduqués. Comme la moitié de la population a moins de 23 ans et que les deux tiers sont en âge de travailler, il est temps pour le Bhoutan de tirer parti de son potentiel démographique. Cependant, peu de perspectives intéressantes s'offrent aux jeunes: le pays ayant opté pour une croissance induite par le secteur public, le secteur privé est peu développé et l'industrie hydroélectrique crée peu d'emplois; l'administration publique a déjà dépassé sa capacité d'absorption; et la culture de la productivité est encore embryonnaire. Les jeunes, avides de nouvelles perspectives et de modernité, tendent à migrer et à fuir la pauvreté et l'isolement

---

<sup>1</sup> L'incidence de la pauvreté est la même pour les ménages dirigés par une femme et pour ceux dirigés par un homme. Les résultats positifs de l'évaluation de la situation économique des ménages dirigés par une femme pourraient s'expliquer par les avantages découlant de l'héritage matrilineaire de la propriété foncière.

<sup>2</sup> Notamment, le séisme de magnitude 6,1 survenu dans l'est du Bhoutan en 2009 et celui de magnitude 6,9 survenu dans le Sikkim en 2011 ainsi que le séisme de magnitude 7,9 qui a frappé le Népal, pays voisin, en 2015 (dû à une faille de la plaque tectonique qui s'étend jusqu'au Bhoutan, il a provoqué la mort de près de 10 000 personnes et un nombre incalculable de blessés, outre des pertes économiques de plusieurs milliards de dollars).

de la vie agricole en milieu rural; le taux de chômage des jeunes dans les villes est ainsi passé de 13,5 pour cent en 2012 à 28 pour cent en 2015 en moyenne, sachant que les jeunes femmes au chômage sont deux fois plus nombreuses que leurs homologues masculins en milieu urbain.

5. Le projet de plan quinquennal, dit plan "du dernier *mile*"<sup>3</sup>, fait état de la convergence entre l'action de lutte contre la pauvreté et une gestion avisée de l'environnement, à la fois en milieu rural et en milieu urbain. Alors que le Bhoutan amorce la transition qui lui permettra de quitter la catégorie des pays les moins avancés d'ici à 2023, le Gouvernement a conscience que l'économie du pays demeure fragile<sup>4</sup> et a inclus ces deux domaines d'action – éradication de la pauvreté et gestion de l'environnement – dans la démarche retenue pour atteindre les ODD. Il sera plus aisé d'atteindre les ODD en accordant plus d'attention aux inégalités, qu'elles découlent de la fracture entre zones urbaines et zones rurales, de la diversité ou de la problématiques hommes-femmes, afin de s'assurer que les moyennes nationales ne masquent pas la situation des groupes les plus vulnérables qui risquent d'être laissés de côté.
6. L'élaboration en cours d'une politique nationale pour l'égalité des sexes (la dernière mouture du projet date d'octobre 2017) et la réalisation d'une étude à l'échelle nationale sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes (2017) témoignent de la détermination du Gouvernement à lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes. La problématique hommes-femmes est de plus en plus prise en compte lors de la planification, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de l'ensemble des politiques et des programmes (par exemple, instauration d'un congé de maternité de six mois dans le secteur public), mais les inégalités continuent de freiner les progrès. Les causes en sont les normes sociales traditionnelles, les croyances culturelles et les stéréotypes<sup>5</sup>. Le Bhoutan a été classé 117<sup>ème</sup> sur 188 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2015. Les femmes dirigent 30 pour cent des ménages, mais n'occupent que 15 pour cent des sièges au Parlement. Les statistiques du Bhoutan ventilées par sexe de 2010 font apparaître une augmentation des cas de violence domestique, les femmes étant généralement victimes de coups et blessures, et les filles de viols et d'abus sexuels. Le fait que 68 pour cent des femmes âgées de 15 à 49 ans jugent la violence domestique acceptable indique à quel point les normes et les usages préjudiciables aux femmes sont largement répandus et montre que les femmes sont fortement exposées à un risque de violence domestique, ce qui est considéré comme un obstacle à leur autonomisation<sup>6</sup>.
7. Une première décennie de démocratie vient de s'achever au Bhoutan, au cours de laquelle le Gouvernement a mis en place les institutions d'une monarchie constitutionnelle, mais les capacités demeurent insuffisantes pour ce qui est des fonctions techniques et juridiques et pour celles en rapport avec le contrôle, l'application du principe de responsabilité et la transparence, ainsi qu'en matière de qualité des services. Le pays parcourt la dernière ligne droite avant de quitter la catégorie des pays les moins avancés, ce qui pourrait entraîner un retrait progressif de certains partenaires de développement. Pour aller plus loin que ce que proposait le document intitulé *Bhutan 2020: A Vision for Peace, Prosperity and Happiness*

---

<sup>3</sup> Au moment de la rédaction du présent PSP, le plan doit encore être approuvé par le nouveau Gouvernement.

<sup>4</sup> Le Bhoutan satisfait aujourd'hui à seulement deux des trois critères utilisés pour le reclassement du pays.

<sup>5</sup> National Plan of Action for Gender 2008-2013. Disponible à l'adresse: <http://evaw-global-database.unwomen.org/-/media/files/un%20women/vaw/full%20text/asia/national%20action%20plan%20on%20gender%202008-2013/nap%20on%20gender%202008-2013.pdf?vs=1000>.

<sup>6</sup> Commission nationale pour les femmes et les enfants. 2017. *Study on Violence against Women in Bhutan*, p. 16. <http://www.ncwc.gov.bt/publications/Study%20on%20Situation%20of%20Violence%20against%20Women%20in%20Bhutan.pdf>.

(Bhoutan 2020: une vision pour la paix, la prospérité et le bonheur)<sup>7</sup>, la société civile et les organisations internationales doivent de plus en plus jouer un rôle d'interface entre les groupes vulnérables et les institutions publiques, afin que nul ne soit laissé de côté<sup>8</sup>.

## 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

### *Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2*

8. Pendant la mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> plan quinquennal, le Bhoutan a considérablement progressé par rapport aux cibles associées à l'ODD 2; toutefois, il n'existe pas de données fiables dans tous les domaines concernés et les données disponibles sont rarement ventilées par âge, sexe et handicap. Cela étant, l'examen national volontaire des progrès réalisés au Bhoutan au regard des ODD<sup>9</sup>, la documentation relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays<sup>10</sup> et d'autres sources font effectivement état d'avancées.
9. *Faire en sorte que chacun ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.* Environ 27 pour cent des ménages bhoutanais consomment moins de 2 124 kilocalories par jour, soit moins que la ration calorique minimale. En conséquence, près de 30 pour cent de la population souffrent de malnutrition et des problèmes de santé en découlant<sup>11</sup>. En l'absence de données sur la proportion de personnes sous-alimentées dans sa population, le Bhoutan n'a pas été évalué lors de l'établissement de l'indice de la faim dans le monde 2017. La plupart des données disponibles concernent les enfants de moins de 5 ans, mais l'examen de la documentation existant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle montre que d'autres groupes sont à risque, notamment les enfants résidant dans les zones rurales, les mères n'ayant pas reçu d'enseignement scolaire et les ménages des quintiles les plus pauvres. Toutefois, des cas d'insuffisance pondérale à la naissance ont également été observés chez des mères ayant reçu un enseignement scolaire et certaines familles appartenant aux quintiles les plus aisés<sup>12</sup>.
10. Des études montrent que les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés pour les habitants des zones montagneuses que pour ceux des plaines. Selon la documentation relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'insécurité est plus marquée pour les ménages ruraux que pour les ménages urbains et varie d'une zone géographique à l'autre en fonction du degré d'isolement, des activités économiques, de la propriété foncière et de la productivité.
11. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* Ces dernières années, la malnutrition a considérablement reculé au Bhoutan, même si les indicateurs montrent qu'elle demeure importante chez les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes. Le retard de croissance constitue un problème de santé publique persistant pour tous les quintiles de richesse. Selon une enquête nationale sur la nutrition réalisée en 2015<sup>13</sup>, 21,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance, contre 33,5 pour cent en

---

<sup>7</sup> Commission de planification, Gouvernement royal du Bhoutan. 1999. *Bhutan 2020: A Vision for Peace, Prosperity and Happiness*. <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/APCITY/UNPAN005249.pdf>.

<sup>8</sup> Projet de descriptif de programme de pays pour le Bhoutan (2019–2023) (DP/DCP/BTN/2).

<sup>9</sup> Le Bhoutan a présenté les constatations de son examen national volontaire au Forum politique de haut niveau pour le développement durable des Nations Unies, en juillet 2018.

<sup>10</sup> Collège des ressources naturelles, Université royale du Bhoutan. 2018. *Literature Review on Food and Nutrition Security in Bhutan* (non disponible en ligne).

<sup>11</sup> Voir <http://blogs.worldbank.org/endpovertyinsouthasia/what-are-we-doing-improve-food-security-bhutan>.

<sup>12</sup> Bureau national de la statistique du Bhoutan. 2016. *Child Poverty in Bhutan: Insights from Multidimensional Child Poverty Index and Qualitative Interviews with Poor Children*.

<sup>13</sup> Ministère de la santé. 2015. *National Nutrition Survey, 2015*. Disponible à l'adresse: [https://www.researchgate.net/publication/326461056\\_National\\_Nutrition\\_Survey\\_2015](https://www.researchgate.net/publication/326461056_National_Nutrition_Survey_2015).

- 2010; chez un tiers de ces enfants, le retard de croissance était grave. Près de deux fois plus d'enfants vivant en zone rurale que d'enfants vivant en milieu urbain étaient touchés, et l'on observait une forte corrélation avec la richesse des ménages; les enfants présentant un retard de croissance étaient en effet plus de six fois plus nombreux dans les quintiles les plus pauvres que dans les quintiles les plus aisés, les taux étant sensiblement identiques pour les garçons et les filles.
12. Selon l'enquête nationale sur la nutrition de 2015, le taux d'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans est de 4,3 pour cent; il est légèrement plus élevé chez les garçons, et les ménages pauvres enregistrent le taux le plus élevé (7 pour cent). Le taux d'émaciation grave est supérieur à 1 pour cent pour tous les quintiles de richesse, ce qui en fait un grave problème de santé publique selon les critères de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). En 2010, le taux de prévalence du surpoids chez les enfants de moins de 5 ans a été estimé à 7,6 pour cent, soit plus du double de celui enregistré 20 ans plus tôt; les filles sont un peu plus nombreuses que les garçons à être en surpoids<sup>14</sup>.
  13. Le taux de prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans a baissé, passant de 80,6 pour cent en 2003 à 43,8 pour cent en 2015, mais l'anémie reste un grave problème de santé publique selon les critères de l'OMS. Chez les filles et les femmes en âge de procréer, ce taux s'élevait à 34,9 pour cent en 2015 – soit près de 5 points de pourcentage de plus que la moyenne générale. L'enquête nationale sur la nutrition menée en 2015 a montré que près d'une adolescente sur trois souffrait d'anémie – indicateur de santé important pour l'avenir dans la mesure où 6 pour cent des filles sont mariées avant 15 ans, et 26 pour cent avant 18 ans.
  14. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs vivriers.* Le Bhoutan s'est avéré performant sur le plan économique, parvenant à une croissance annuelle de 7 pour cent au cours de la dernière décennie et passant progressivement d'une économie agraire à une économie fondée sur l'industrie et les services. Bien que moins de 3 pour cent de la superficie totale du pays soit cultivée, 58 pour cent de la population tire l'essentiel de ses revenus de l'agriculture. La contribution du secteur agricole au produit intérieur brut (PIB) du Bhoutan a baissé, passant de 26 pour cent en 2001 à 16,5 pour cent en 2016. Ce recul a eu des effets préjudiciables pour les femmes, qui constituent la majorité des exploitants agricoles. Le revenu moyen des ménages urbains est de 5 815 dollars par an, contre 2 300 dollars pour les ménages ruraux, les femmes gagnant seulement 75 pour cent de ce que gagnent les hommes. Selon la documentation disponible sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les populations des zones montagneuses sont particulièrement à risque en raison d'infrastructures médiocres, de l'isolement physique et du coût élevé de la production et du transport des produits alimentaires.
  15. *Garantir des systèmes de production alimentaire durables.* Les terres arables représentent 8 pour cent de la superficie du Bhoutan, mais compte tenu de la topographie accidentée du pays et du fait que les forêts couvrent 70 pour cent du territoire, seuls 3 pour cent sont cultivés. La culture et l'élevage font partie intégrante du système de production agricole; les cultures sont prédominantes à faible altitude et l'élevage à haute altitude. Ces systèmes alimentaires diversifiés sont souvent menacés par des catastrophes naturelles, la dégradation de l'environnement et les effets négatifs du changement climatique. Les 24 stations météorologiques du pays ont enregistré une hausse de la température d'environ 1 degré Celsius en été et de 2 degrés Celsius en hiver depuis l'an 2000, et les prévisionnistes estiment que l'augmentation des températures dans la région himalayenne sera trois fois

---

<sup>14</sup> Voir <https://tradingeconomics.com/bhutan/prevalence-of-overweight-percent-of-children-under-5-wb-data.html>. L'obésité progresse également chez les adultes, créant le double fardeau de la malnutrition: selon la fiche de profil concernant le diabète établie par l'OMS pour le Bhoutan en 2016, le taux d'obésité de la population bhoutanaise était de 24,8 pour cent – 23,3 pour cent chez les hommes et 26,6 pour cent chez les femmes.

supérieure à la moyenne mondiale. Ces hausses peuvent avoir un retentissement considérable sur les écosystèmes locaux et, conjuguées à l'évolution des régimes pluviaux, sur les moyens d'existence. Elles peuvent aussi accélérer la fonte des neiges et des glaciers, susceptibles de déclencher des coulées de boue qui déplacent des volumes considérables de sédiments qui peuvent endommager des infrastructures, telles que les turbines hydroélectriques, les routes et les réseaux d'irrigation. Les effets du changement climatique devraient se ressentir plus particulièrement dans le secteur agricole et toucher de manière disproportionnée les femmes et les filles en raison des inégalités existant entre les sexes. Le déclin de la production vivrière en résultant pourrait compromettre la sécurité alimentaire et la nutrition.

### **Environnement macroéconomique**

16. Au cours des quatre dernières décennies, le Bhoutan a connu une croissance et un développement économiques constants, principalement attribuables à la stabilité politique et à la conduite avisée du pays. Depuis 1982, le PIB croît en moyenne à un rythme annuel supérieur à 7 pour cent - il était de 6,8 pour cent en 2017. Toutefois, le niveau d'endettement extérieur du Bhoutan, qui avoisinait 2,71 milliards de dollars au 31 décembre 2017, est supérieur à la taille de l'économie nationale<sup>15</sup>. Environ deux tiers des emprunts publics proviennent du développement à grande échelle du secteur hydroélectrique, et sont pour l'essentiel libellés en roupies indiennes<sup>16</sup>.
17. Près de 60 pour cent de la population bhoutanaise vivent en milieu rural de l'agriculture de subsistance, mais la part du secteur agricole dans le PIB a baissé, passant de 26 pour cent en 2001 à 16,5 pour cent en 2016. Ces tendances nuisent doublement à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Premièrement, les inégalités croissantes de revenus entre communautés rurales et communautés urbaines, ainsi que la pauvreté en milieu rural, constituent une menace pour la sécurité alimentaire des populations rurales. Deuxièmement, l'évolution du climat menace l'action de réduction de la pauvreté que mène le Bhoutan; la variabilité des précipitations attendue pourrait en effet remettre en cause à l'avenir les recettes du secteur hydroélectrique, qui sont indispensables pour éradiquer la pauvreté, outre que les routes qui relient les agriculteurs aux marchés et permettent le transport des combustibles et des carburants, du riz et des médicaments sont de plus en plus exposées aux inondations et aux glissements de terrain.

### **Principaux liens intersectoriels**

18. L'examen de la documentation relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle a permis de déterminer cinq des principaux déterminants de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition au Bhoutan. Outre les problèmes abordés dans la section ci-après concernant le régime et les habitudes alimentaires, ainsi que la disponibilité des données, les trois autres grands sujets de préoccupation sont les suivants:
  - *Inégalités (ODD 1 et 5)*. Les inégalités de revenus et la pauvreté menacent la sécurité alimentaire des habitants des zones rurales. Les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées<sup>17</sup> sont particulièrement menacés, car les hommes

---

<sup>15</sup> Index Mundi. Bhutan external debt. [https://www.indexmundi.com/bhutan/debt\\_external.html](https://www.indexmundi.com/bhutan/debt_external.html).

<sup>16</sup> Banque mondiale. 2015. *Bhutan Development Update, April 2015*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/408661467999076695/pdf/96526-WP-PUBLIC-Box391449B-ADD-SERIES-Bhutan-Development-Update-April-2015.pdf>

<sup>17</sup> Selon une étude conduite par le Ministère de l'éducation et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 21 pour cent des enfants bhoutanais âgés de 2 à 9 ans souffrent d'un ou de plusieurs handicaps.



et les garçons abandonnent l'activité agricole et émigrent en ville<sup>18</sup>. Outre des pénuries de main-d'œuvre, les communautés agricoles rurales doivent faire face à des problèmes tels que l'absence de technologies de pointe, la faible capacité d'investissement, des infrastructures limitées, notamment en matière d'irrigation, et des difficultés pour accéder aux marchés. Les inégalités entre les sexes dues aux normes sociales traditionnelles, les croyances culturelles, le peu de participation des femmes et des filles à la population active et les stéréotypes sexistes aggravent encore l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

- *Possibilités d'emploi limitées, évolution démographique et urbanisation (ODD 8 et 11)*. Les autres facteurs limitant l'accès à la nourriture sont notamment le sous-emploi et le chômage, qui était de 2,5 pour cent en 2015, et touche les femmes de manière disproportionnée, mais aussi 10,7 pour cent des jeunes<sup>19</sup>, taux qui atteint 28 pour cent en milieu urbain. L'urbanisation est à l'origine non seulement de problèmes sociaux dans les villes, notamment la progression de la criminalité, mais également d'une forte pénurie d'ouvriers agricoles, qui se traduit par une baisse de la production agricole et une hausse des prix des produits alimentaires.
- *Changements climatiques et catastrophes naturelles (ODD 13)*. Les catastrophes naturelles d'origine climatique augmentent en nombre et en ampleur, frappant durement l'agriculture et aggravant la faim dans les communautés rurales. La hausse des températures devrait avoir de graves répercussions sur les écosystèmes. L'irrégularité des précipitations sera préjudiciable aux moyens d'existence car elle provoque des glissements de terrain et des inondations susceptibles de bloquer les routes qui relient les agriculteurs aux marchés et d'interrompre l'importation des denrées alimentaires, des combustibles et des carburants ainsi que d'autres produits de première nécessité.

19. Malgré les efforts concertés mis en œuvre et les progrès importants réalisés pour remédier à ces problèmes interdépendants, la documentation relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle recense un certain nombre de lacunes et contient des recommandations afin de les combler et d'atteindre l'ODD 2 au Bhoutan.

### **1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim**

20. Le Gouvernement est conscient de l'importance des 17 ODD et de leur interdépendance dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Axé sur l'ODD 2, l'examen de la documentation relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle a permis de formuler plusieurs recommandations conformes aux priorités stratégiques du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal, au cadre défini en ce qui concerne le bonheur national brut et aux résultats de l'examen national volontaire des progrès réalisés au regard des ODD:

- Améliorer les habitudes alimentaires et sanitaires des enfants d'âge scolaire et des communautés, en particulier au niveau local, pour enrayer la prévalence croissante des maladies non transmissibles, et sensibiliser la population quant à l'importance de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments afin de lutter contre les intoxications alimentaires.

---

<sup>18</sup> Le coefficient de Gini a baissé, passant de 0,42 en 2003 à 0,38 en 2017. Sur la base d'un seuil de pauvreté national de 32,43 dollars par habitant et par mois, le taux de pauvreté est tombé à 8,2 pour cent au niveau national en 2017, variant toutefois selon le district, les zones rurales affichant un taux nettement supérieur de 11,9 pour cent.

<sup>19</sup> Parmi les personnes employées dans les zones rurales, on compte 74,9 pour cent de travailleurs indépendants et 53,6 pour cent de femmes, contre 71,7 pour cent d'hommes seulement.

- Relier les coopératives à des marchés importants, tels que les programmes d'alimentation scolaire, et aux marchés locaux, en vue de contribuer au renforcement des économies rurales, d'accroître le niveau de vie et de faire reculer la pauvreté et les inégalités en milieu rural, en favorisant des débouchés économiques inclusifs qui tiennent compte de l'urbanisation et de la "féminisation de l'agriculture"<sup>20</sup>.
  - Faire connaître les répercussions négatives du changement climatique sur la sécurité alimentaire, promouvoir des moyens d'existence résilients face au changement climatique et des mesures d'adaptation, faire comprendre la gravité de la menace que les catastrophes naturelles font peser sur la sécurité alimentaire et établir les plans d'intervention d'urgence et les dispositifs de coordination qui conviennent.
  - Promouvoir la collaboration entre les parties prenantes en facilitant l'accès à des données factuelles multisectorielles à des fins de planification et de ciblage adaptés au contexte, pour que les questions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle soient abordées de manière cohérente.
21. La nutrition s'est certes globalement améliorée au Bhoutan, mais les problèmes de santé persistent, souvent liés à une alimentation déséquilibrée, qui entraîne des carences en micronutriments, et à des modes de vie associant l'inactivité physique, la consommation d'alcool et le tabagisme. Le régime alimentaire traditionnel comprend beaucoup de glucides, de sel et de graisses animales et très peu de fruits et de légumes. La préparation des repas et les pratiques culinaires traditionnelles ont aussi tendance à diminuer la valeur nutritionnelle des aliments. Ces habitudes expliquent en partie le développement de maladies non transmissibles, qui touchent tous les groupes d'âge et sont un problème sanitaire croissant puisqu'elles représentent presque 70 pour cent de la charge de morbidité relevée et sont la cause de plus de la moitié des décès dans le pays<sup>21</sup>. Les programmes de sensibilisation et d'information sur l'alimentation, les habitudes alimentaires et la santé atteignent rarement d'autres groupes de population que les écoliers et les femmes. Compte tenu des défaillances des systèmes de distribution alimentaire et de l'insuffisance des investissements dans la transformation et dans les technologies après récolte, la sécurité sanitaire des aliments n'est pas garantie, ce qui accroît les risques d'intoxication alimentaire.
22. Un audit national du programme d'alimentation scolaire du Bhoutan réalisé en 2016<sup>22</sup> a permis de constater des lacunes majeures, à la fois de nature systémique et liées à la mise en œuvre. Il en est ressorti qu'il fallait évaluer le programme de toute urgence pour en améliorer les résultats nutritionnels, y compris par l'éducation nutritionnelle et l'élaboration de directives et de menus sains et diversifiés. En outre, l'audit a souligné que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles étaient des thématiques transversales importantes pour le développement socioéconomique du pays, faisant ainsi écho au 12<sup>ème</sup> plan quinquennal, qui prône la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.
23. Le Bhoutan peut se prévaloir de bons résultats en matière de conservation de l'environnement, mais les systèmes d'adaptation et d'atténuation destinés à diminuer les répercussions négatives du changement climatique ne sont pas encore pleinement établis et le Gouvernement ne dispose pas des systèmes d'information, des plans d'intervention et

---

<sup>20</sup> L'expression "féminisation de l'agriculture" fait référence à la part croissante des femmes et des filles dans les travailleurs agricoles.

<sup>21</sup> OMS. 2018. *Maladies non transmissibles: profils des pays 2018*. [http://www.who.int/nmh/countries/btn\\_fr.pdf](http://www.who.int/nmh/countries/btn_fr.pdf).

<sup>22</sup> Voir [http://www.bhutanaudit.gov.bt/audit-cnt/raa-files/pa-reports/Performance\\_Audit\\_Report\\_on\\_School\\_Feeding\\_Programme\\_2017.pdf](http://www.bhutanaudit.gov.bt/audit-cnt/raa-files/pa-reports/Performance_Audit_Report_on_School_Feeding_Programme_2017.pdf).

des systèmes de coordination nécessaires pour se préparer efficacement aux situations d'urgence. En conclusion de son examen à mi-parcours de la mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> plan quinquennal<sup>23</sup>, le Gouvernement a souligné que le manque de données posait un problème majeur. Pour recenser les lacunes existantes, élaborer des politiques, lancer des programmes, et mesurer les progrès accomplis concernant le bonheur national brut, les objectifs du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal et les ODD, il doit impérativement disposer de données fiables, actualisées et dûment ventilées. Or ce n'est pas le cas pour les deux tiers des 244 indicateurs relatifs aux ODD. L'absence de données est particulièrement flagrante au niveau local. De sérieuses lacunes demeurent aussi en ce qui concerne les données ventilées par âge, sexe et handicap, illustrant les difficultés rencontrées pour recueillir régulièrement des informations crédibles.

24. L'absence de données fiables rend aussi la planification difficile, notamment pour ce qui est de promouvoir l'égalité et la justice sociale. Le niveau de vie de nombreux habitants continue de s'améliorer, mais il faut agir davantage en faveur de l'inclusion et de l'égalité, surtout pour les habitants des zones rurales, les femmes, les adolescentes, les enfants et les personnes handicapées, dont un grand nombre réside dans des villages où la sécurité alimentaire et nutritionnelle est fortement compromise par les problèmes évoqués dans la présente section.

#### **1.4 Priorités pour le pays**

##### ***Priorités du Gouvernement***

25. Le Gouvernement présente son action de développement dans des plans quinquennaux structurés en fonction des neuf domaines du bonheur national brut<sup>24</sup>. Le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal a pour objectif d'assurer le bien-être et le bonheur du peuple bhoutanais grâce aux réalisations relevant de 16 "domaines clés de résultats nationaux", définis sur la base d'objectifs et d'engagements régionaux et internationaux. L'examen national volontaire réalisé au Bhoutan précise les liens entre ces domaines clés de résultats et les ODD. Les priorités englobent l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités (domaine 3), la création d'emplois productifs et bien rémunérés (domaine 11), la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles (domaine 10), et l'approvisionnement en eau et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (domaine 8).
26. La politique du Bhoutan en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2014) reconnaît "le droit fondamental pour toute personne vivant au Bhoutan d'avoir accès à des aliments sains, nutritifs, acceptables sur le plan culturel, à un prix abordable et en quantité suffisante" et la nécessité d'adopter une approche multisectorielle coordonnée pour assurer le respect de ce droit. L'examen de la documentation existante sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle a permis de déterminer qu'il convenait d'axer désormais les interventions sur la nutrition plutôt que sur l'alimentation. Dans cette perspective, le Gouvernement bhoutanais donne la priorité à l'établissement d'un programme national de nutrition en milieu scolaire pour combler les carences en micronutriments (conforme au projet de stratégie nationale relative à la nutrition et à la santé en milieu scolaire) et à enrayer la prévalence croissante des maladies non transmissibles (conformément au plan d'action national pour la nutrition et au plan d'action national multisectoriel pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles [2015–2020]). Le Gouvernement prévoit de s'appuyer sur le programme national de nutrition en milieu scolaire pour améliorer les habitudes alimentaires et les pratiques de santé, mais envisage aussi de

---

<sup>23</sup> Commission du bonheur national brut. 2016. *Eleventh Five Year Plan (2013–2018). Mid Term Review Report*. <https://www.gnhc.gov.bt/en/wp-content/uploads/2017/05/Final-Revised-Draft-Mid-Term-Review-Report.pdf>.

<sup>24</sup> Les neuf domaines du cadre d'intégration du bonheur national brut sont les suivants: éducation, santé, niveau de vie, diversité et résilience écologiques, utilisation du temps, culture, bien-être psychologique, vitalité des communautés, et bonne gouvernance.

développer l'utilisation de riz enrichi à l'échelle de tout le programme et a demandé au PAM à cet effet de l'aider à renforcer son cadre réglementaire et son dispositif de mise en conformité relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, qu'il s'agisse de l'enrichissement du riz ou d'autres aliments, comme l'indique le plan d'action national en la matière.

27. La stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe relie la gestion des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et le développement durable, et assure la cohérence de l'action. Elle établit les principes, les orientations et les priorités qui guident l'élaboration des plans et des programmes relatifs à la prévention et à la réduction des risques, et aux activités de préparation, d'intervention, de relèvement et de reconstruction. Cette stratégie définit le rôle du Département de la gestion des catastrophes et du Ministère de l'agriculture et des forêts, en collaboration avec les organismes compétents, en cas de catastrophe majeure, et le Gouvernement a demandé aux Nations Unies de l'aider à se préparer aux situations d'urgence et à intervenir le cas échéant, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, comme on le verra dans la section suivante.

### ***Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires***

28. Au Bhoutan, les Nations Unies parachèvent l'élaboration de leur Cadre de partenariat pour le développement durable pour 2019–2023<sup>25</sup>, conformément au 12<sup>ème</sup> plan quinquennal, en vue d'aider le Bhoutan à sortir de la catégorie des pays les moins avancés et à réaliser les objectifs du Programme 2030. À la lumière d'une analyse commune de pays et en étroite consultation avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies sont convenus de quatre grands domaines thématiques: les ODD et les données; l'accès aux services sociaux; la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des enfants; et la préparation aux catastrophes et l'intervention d'urgence. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) assumera les fonctions de chef de file pour l'effet direct 2, qui met l'accent sur la qualité des services de santé et de nutrition parmi d'autres résultats escomptés. De son côté, le PAM collaborera avec le Fonds d'équipement des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes) et l'OMS pour enrayer la malnutrition et la prévalence croissante des maladies non transmissibles. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) jouera le rôle d'organisme chef de file pour l'effet direct 3 et collaborera avec ONU-Femmes pour endiguer les violences à l'encontre des femmes et des enfants.
29. Le Gouvernement ayant conscience que le manque de données est un gros problème et que des données peu fiables ou de mauvaise qualité et des chiffrages irréalistes ou incongrus compromettent gravement l'élaboration et le suivi des politiques du pays, les Nations Unies mettent l'accent sur "les ODD et les données". Le FNUAP pilotera les activités concourant à l'effet direct 1, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies. Le Gouvernement et les organismes des Nations Unies veilleront ensemble à ce que des données plus nombreuses et de meilleure qualité soient recueillies, y compris sur les groupes vulnérables, et à fonder l'élaboration des politiques, le suivi et l'évaluation sur une meilleure exploitation des données factuelles.
30. Le Bhoutan ne dispose pas des données, des systèmes d'information, des plans d'intervention et des dispositifs de coordination nécessaires pour se préparer aux situations d'urgence. Cette situation offre aux organismes des Nations Unies établis au Bhoutan une occasion sans précédent d'apporter leur appui au Gouvernement, en lui fournissant des

---

<sup>25</sup> Appellation locale du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2019-2023.

données plus fiables qui lui permettent d'intervenir rapidement, efficacement et de manière coordonnée en cas de catastrophe. Au titre de l'effet direct 4 et sous l'autorité conjointe du PNUD et du PAM, avec le concours du Centre du commerce international, du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les Nations Unies travailleront en étroite collaboration avec les pouvoirs publics pour harmoniser les structures nationales et internationales de coordination des secours et élaborer des plans d'urgence.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

31. Depuis qu'il a commencé à fournir une assistance au Bhoutan, en 1974, le PAM met l'accent sur l'alimentation scolaire afin de favoriser la scolarisation et l'assiduité dans les établissements primaires et secondaires. En travaillant ensemble, le PAM et le Gouvernement ont permis au pays d'atteindre en 2017 un taux de scolarisation de 95 pour cent dans le primaire (96 pour cent pour les garçons et 94 pour cent pour les filles), et les taux d'assiduité ont aussi considérablement progressé. L'évaluation à mi-parcours du projet de développement du PAM Bhoutan 200300 ("Améliorer l'accès des enfants à l'éducation"), la synthèse régionale de 2017 des évaluations d'opérations exécutées en Asie et dans le Pacifique, ainsi que des consultations organisées avec les pouvoirs publics, d'autres institutions des Nations Unies et des organisations de la société civile ont permis de dégager les enseignements et les résultats suivants, qui pourraient guider l'élaboration des programmes futurs du PAM:
- Les carences en micronutriments justifient la poursuite de l'alimentation scolaire, mais le PAM doit veiller à ce que l'assortiment alimentaire proposé par les pouvoirs publics réponde à l'ensemble des besoins nutritionnels des écoliers et favorise l'amélioration du régime alimentaire<sup>26</sup>.
  - Il faut étudier les options relatives aux achats locaux et à la mise en relation des exploitations agricoles et des écoles pour que les élèves aient accès à des aliments locaux sains et plus diversifiés, produits par de petits exploitants, et les possibilités de programmes d'amélioration de la productivité agricole et de développement des marchés, en synergie avec les initiatives menées par les partenaires des Nations Unies.
  - Le renforcement des capacités doit reposer sur une solide analyse des capacités nationales et sur une approche plus rigoureuse et plus élaborée sur le plan technique pour favoriser l'égalité des sexes et développer la collaboration avec les secteurs de l'agriculture et de la santé.
32. Le PAM, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'OMS et l'UNICEF ont organisé un exercice de simulation interinstitutions en juillet 2018, avec le concours du Gouvernement, qui a permis de constater des lacunes de la capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention de secours, de l'estimation des besoins, de la planification des interventions et des mécanismes de coordination.

---

<sup>26</sup> Une évaluation du régime alimentaire dans les écoles, réalisée avec l'appui du PAM en 2017-2018 a abouti à la même conclusion.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

33. Fort de ces réflexions et des recommandations issues de l'examen de la documentation relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le PAM privilégiera deux grands axes stratégiques pour la mise en œuvre de son plan stratégique de pays (PSP):

- *Tirer parti des investissements effectués à ce jour et les consolider pour aider les pouvoirs publics à transformer les activités d'alimentation scolaire en programme national de nutrition en milieu scolaire.* L'examen de la documentation relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'évaluation à mi-parcours du projet de développement 200300 ont montré que le PAM et les pouvoirs publics avaient atteint les objectifs fixés en matière de scolarisation et d'assiduité. Néanmoins, le Gouvernement a demandé au PAM de l'aider à étendre et à transformer le programme d'alimentation scolaire, afin de s'attaquer aux problèmes nutritionnels, comme la progression des maladies non transmissibles et les carences en micronutriments, notamment l'anémie. En réponse, le PAM s'appuiera sur les progrès accomplis à ce jour pour fournir une assistance technique et renforcer les capacités, par exemple en optimisant les chaînes d'approvisionnement et en améliorant la collecte des données et les systèmes de suivi grâce aux technologies numériques, le but étant de combler les lacunes et les besoins recensés lors de l'audit du programme national d'alimentation scolaire réalisé en 2016 et d'améliorer les effets directs sur la nutrition. Le PAM s'attachera principalement à modifier les habitudes alimentaires et sanitaires des enfants d'âge scolaire, y compris dans les institutions religieuses, mais il veillera aussi à lutter contre les inégalités entre les sexes grâce à une éducation nutritionnelle visant à transformer les relations entre garçons et filles, ce qui se répercutera sur la population dans son ensemble.
- *Intervenir dans de nouveaux domaines.* Mettant à profit l'expérience de l'alimentation scolaire au Bhoutan, le PAM est en mesure de répondre aux priorités nationales par le développement des capacités et l'assistance concernant les grandes orientations. Après que le PAM a introduit le riz enrichi dans le programme d'alimentation scolaire en 2017, le Gouvernement a sollicité une assistance pour renforcer son cadre réglementaire et son dispositif de mise en conformité relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, pour le riz enrichi d'abord et ultérieurement pour d'autres aliments enrichis. En 2015, les séismes survenus au Népal, pays voisin, ont souligné le péril constant que constituaient au Bhoutan les catastrophes naturelles et fait comprendre la nécessité d'améliorer les mesures nationales de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise. Étant donné le rôle de chef de file que joue le PAM en matière de logistique et de télécommunications d'urgence, le bureau de pays travaillera avec les pouvoirs publics, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires pour renforcer les dispositifs nationaux de préparation aux situations d'urgence et d'intervention, notamment l'entreposage et le prépositionnement, en prenant en compte la problématique hommes-femmes. Pour aider les pouvoirs publics à atteindre leurs objectifs, le PAM mettra l'accent sur le transfert des connaissances, expérimentera des approches novatrices et favorisera l'adoption de technologies de rupture de faible coût.

## 2.3 Réorientations stratégiques

34. Soucieux d'exploiter ces potentialités, le PAM procédera à certaines réorientations stratégiques. Conformément au plan d'action stratégique, le bureau de pays synchronisera son action avec celle que mène le Bhoutan pour atteindre les ODD, en particulier l'ODD 2, pour s'assurer qu'elle s'inscrit dans une stratégie globale cohérente. Le PAM cessera de fournir une assistance alimentaire en nature et collaborera avec le Gouvernement en adoptant une démarche globale, multipartite et systémique pour renforcer les capacités institutionnelles; il entend aider les pouvoirs publics à développer le système d'alimentation

scolaire et à en faire un programme national de nutrition en milieu scolaire qui combatte la malnutrition, notamment les carences en micronutriments, et la propagation des maladies non transmissibles, en veillant à faire évoluer les relations entre les sexes.

35. Le PAM a introduit le riz enrichi dans l'alimentation scolaire et le Gouvernement prévoit d'y avoir recours pour l'ensemble du programme national de nutrition en milieu scolaire. À cette fin, le PAM l'aidera à renforcer son cadre réglementaire et son dispositif de mise en conformité relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments pour le riz enrichi et d'autres aliments enrichis. Face à la nécessité impérieuse de préparer le pays aux situations d'urgence, le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Gouvernement pour harmoniser les structures de coordination nationales et internationales des secours d'urgence et élaborer des plans d'urgence, tout en veillant à ce que l'aide apportée atteigne les personnes les plus vulnérables.

### **3. Orientation stratégique du PAM**

#### **3.1 Direction, orientations et impacts escomptés**

36. Le PSP a été conçu dans l'optique d'aider le Bhoutan à mettre en œuvre le Programme 2030, et plus particulièrement à réaliser l'ODD 2, en appliquant une approche systémique intégrée pour renforcer les capacités nationales en matière d'alimentation scolaire, l'objectif étant d'enrayer la malnutrition (ODD 3). Ce plan portera aussi sur les risques menaçant la sécurité alimentaire, en particulier les changements climatiques (ODD 13) et les catastrophes naturelles. Le PAM privilégiera deux effets directs stratégiques interdépendants qui contribueront à la réalisation des ODD 2 et 17: élimination de la malnutrition et renforcement de la préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise.
37. Du fait de l'insuffisance des données disponibles, en particulier de données ventilées par sexe, âge et handicap, le Gouvernement et ses partenaires n'ont pas une compréhension approfondie des besoins spécifiques des hommes, des femmes, des garçons et des filles, ou des possibilités et des difficultés qui se présentent à chacun de ces groupes. Le PAM entend contribuer à élaborer un système national intégré de gestion de l'information, qui traite des données fiables et actualisées et permette aux pouvoirs publics de mieux comprendre ces besoins, ces possibilités et ces difficultés pour chaque groupe. À cette fin, il aidera les principales parties prenantes à développer et à institutionnaliser des compétences clés en matière de collecte et d'évaluation des données, et d'utilisation de technologies innovantes. Ces compétences peuvent englober le suivi régulier de couches de données géoréférencées provenant de sources et de secteurs divers pour assurer le suivi de la sécurité alimentaire, de la situation nutritionnelle et de diverses formes de vulnérabilité au fil du temps.
38. Pour améliorer l'état de préparation et les interventions en cas d'urgence, le PAM renforcera les capacités nationales en ce qui concerne la méthode des "72 heures" pour l'évaluation rapide après une catastrophe. Les pouvoirs publics pourront ainsi eux-mêmes recenser, localiser et hiérarchiser les groupes de population vulnérables dans les 72 heures consécutives à une catastrophe. Le PAM étendra à l'échelle de tout le pays un système de collecte et de diffusion de données numériques multisectorielles, qui fournisse au système informatique scolaire des données en temps réel sur la santé, la nutrition, l'éducation, l'agriculture à l'école, les infrastructures et l'alimentation scolaire, afin de faciliter le passage de l'alimentation scolaire à un programme national intégré de nutrition en milieu scolaire et de lutter contre le gaspillage des suppléments alimentaires et nutritionnels résultant d'une mauvaise information.

39. Le PAM intégrera systématiquement la problématique hommes-femmes aux stades de la mise en œuvre et du suivi du PSP, afin de promouvoir des programmes et des politiques susceptibles de faire évoluer les relations entre les sexes. Il s'emploiera aussi à mettre en place un système qui ventile toutes les données par sexe, par âge et par handicap, et facilite la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les analyses, les évaluations, les recherches et les travaux connexes<sup>27</sup>. Cette question sera aussi intégrée dans toutes les initiatives de renforcement des capacités, des politiques et des programmes, et les femmes, les hommes, les filles et les garçons (et les organisations qui les représentent) participeront à des activités d'une manière qui favorise l'autonomisation, assure la répartition équitable des résultats et fasse progresser l'égalité des sexes (ODD 5). Ainsi, des informations sur les effets du mariage précoce des filles et l'importance des aliments nutritifs pour les adolescentes seront prises en compte dans les programmes éducatifs portant sur la santé et sur la nutrition, et les campagnes de communication destinées aux enfants d'âge scolaire et visant à faire évoluer la société et les comportements, y compris dans les institutions religieuses. Le PAM veillera également à l'égalité des chances pour les femmes et les hommes dans toutes les activités, comme la formation des cuisiniers dans les écoles ou celles des agriculteurs.
40. Pour accompagner le Gouvernement dans la transformation et le développement du programme d'alimentation scolaire afin de combattre les multiples formes de la malnutrition, le PAM aidera des acteurs clés, tels que le Bureau national de normalisation, l'Autorité bhoutanaise de réglementation de l'agriculture et de l'alimentation (BAFRA) et les hautes instances du Ministère de l'agriculture et des forêts, à définir et à institutionnaliser des normes techniques et des règlements ainsi que des dispositifs de mise en conformité relatifs à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments, notamment pour l'enrichissement du riz. Cette activité aura un effet bénéfique sur l'approvisionnement des établissements scolaires en riz enrichi et, à terme, sur la disponibilité d'aliments enrichis sur le marché. Dans la mesure où le PAM ne fournira plus d'aide alimentaire en nature, il orientera principalement ses ressources sur la construction ou la remise en état des infrastructures, par exemple les cantines scolaires et les entrepôts de produits alimentaires, afin d'approvisionner en riz enrichi le programme national de nutrition en milieu scolaire dans les 20 districts du Bhoutan. Les stocks de riz enrichi pourraient également servir de réserves d'urgence pour faire face aux catastrophes naturelles ou aux chocs saisonniers. Conformément à la politique environnementale du PAM de 2017, les questions environnementales et sociales seront prises en compte à tous les stades de la conception et de l'exécution des activités, qui seront conformes aux normes environnementales et sociales arrêtées. Le PAM complétera son appui en faveur de l'amélioration des infrastructures par des activités de renforcement des capacités des parties prenantes nationales afin de garantir l'utilisation et l'entretien adéquats des infrastructures.
41. Au titre du Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable et de son effet direct 4, le PAM travaillera en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies et avec le Gouvernement pour faire mieux comprendre la vulnérabilité, surtout par rapport à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise (ODD 17). Le PSP appuiera l'action menée par le Gouvernement pour éliminer la pauvreté (ODD 1) et atteindre les cibles fixées dans les 16 domaines clés de résultats, afin que le pays puisse quitter durablement la catégorie des pays les moins avancés d'ici à 2023.

---

<sup>27</sup> Dans le système de collecte et de diffusion de données numériques multisectorielles, les données portant, par exemple, sur l'assiduité scolaire, l'indice de masse corporelle et la supplémentation en vitamine A pour les écoliers seront ventilées par sexe et par âge, ce qui permettra au PAM d'augmenter la disponibilité de données ventilées au niveau national.



### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

#### ***Effet direct stratégique 1: D'ici à 2023, la nutrition des enfants d'âge scolaire, des femmes et des groupes vulnérables s'améliore, conformément aux objectifs nationaux***

42. Après plus de 40 ans d'appui à l'action menée par le Bhoutan, qui a réussi à faire du programme d'alimentation scolaire un moyen d'accès à l'éducation, le PAM s'attachera désormais à aider le Gouvernement à atteindre la cible 2 de l'ODD 2, en vue d'éliminer la malnutrition. Outre les enfants d'âge scolaire, les femmes âgées d'au moins 18 ans et d'autres groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, y compris dans les institutions religieuses, ont également besoin d'une assistance pour améliorer leur nutrition. Le PAM appuiera le renforcement des capacités des ministères de l'éducation, de l'agriculture et des forêts, ainsi que de la santé, pour faciliter la mise en place d'un programme national de nutrition en milieu scolaire pleinement intégré qui s'adresse à tous les élèves des écoles publiques, de la maternelle à la terminale, d'ici à 2023, et pour améliorer la nutrition de toute la population en adoptant des approches de la nutrition durables et propres à faire évoluer les relations entre les sexes, notamment de bonnes habitudes alimentaires. Grâce au développement progressif du programme national de nutrition en milieu scolaire, les élèves recevront du riz enrichi. Le PAM fournira une assistance technique au Ministère de l'agriculture et des forêts pour que le riz et d'autres aliments enrichis soient mis à la disposition de l'ensemble de la population, et pour en garantir la sécurité sanitaire et la qualité en vue de remédier aux carences en micronutriments.
43. Les petits producteurs bénéficieront d'un appui pour améliorer leurs liens avec les écoles et, ce faisant, renforcer l'économie locale et dynamiser les communautés. L'objectif sera que les élèves puissent accéder à des aliments locaux sains et diversifiés, produits par de petits exploitants.

#### ***Domaines d'action privilégiés***

44. Cet effet direct est centré sur les causes profondes.

#### ***Produits escomptés***

45. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
  - Les élèves ciblés des établissements primaires et secondaires, notamment les adolescentes (bénéficiaires de niveau 3), bénéficient de régimes alimentaires sains et diversifiés et de services d'éducation nutritionnelle et de santé, qui sont dispensés aux garçons comme aux filles dans l'optique de faire évoluer les relations entre les sexes, afin d'améliorer leur nutrition, de lutter contre les maladies non transmissibles (ODD 3) et d'améliorer les résultats scolaires (ODD 4).
  - Les populations vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient des moyens renforcés dont disposent les pouvoirs publics pour surveiller la sécurité sanitaire et la qualité des aliments enrichis et s'assurer ainsi que leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels soient satisfaits.
46. Le premier produit repose sur le constat que les écoles sont un moyen efficace pour atteindre les enfants, les femmes et d'autres groupes vulnérables car elles permettent aux pouvoirs publics non seulement de s'assurer que les écoliers reçoivent au moins un repas nutritif par jour, mais aussi d'atteindre la population dans son ensemble en offrant divers services qui améliorent la nutrition et la santé des écoliers tout en ayant des effets bénéfiques pour leur communauté, par la transmission de meilleures habitudes alimentaires et sanitaires à leur famille, ce qui contribue à la réalisation des ODD 2 et 3. Si elles sont fondées sur des analyses participatives de la problématique hommes-femmes, les activités qui contribuent à l'obtention de ce produit peuvent faire évoluer les relations entre

les sexes en encourageant l'égalité hommes-femmes, en empêchant le mariage précoce des filles et en améliorant leur scolarisation et leurs moyens d'existence. Ce produit contribue donc à la réalisation de l'ODD 4 relatif à une éducation de qualité ouverte à tous et équitable, et de l'ODD 5 sur l'égalité des sexes.

47. Le deuxième produit, qui tire parti de l'introduction réussie du riz enrichi dans les programmes d'alimentation scolaire, a également des répercussions positives sur la population bhoutanaise puisqu'il s'agit de renforcer les capacités du Ministère de l'agriculture et des forêts en matière de fourniture d'aliments enrichis et de surveillance de la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. Ce faisant, les risques liés aux intoxications alimentaires et aux autres affections apparentées diminueront, mais aussi l'ensemble de la population pourra accéder à des aliments enrichis qui combleront les carences en micronutriments et réduisent les taux élevés d'anémie des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes ainsi que des femmes et des filles en âge de procréer, avec des effets bénéfiques pour la nutrition et la santé globale des générations futures. Ce produit contribue donc à la réalisation des ODD 2 et 3.

### **Activités essentielles**

*Activité 1: Aider les pouvoirs publics à assurer la transition vers un programme national de nutrition en milieu scolaire fondé sur une approche intégrée de l'alimentation scolaire qui associe éducation nutritionnelle, santé et agriculture à l'école, prend en compte la problématique hommes-femmes et prévoit des garanties environnementales et sociales dans toutes les activités, et sur le renforcement des chaînes d'approvisionnement et l'optimisation des infrastructures nutritionnelles scolaires*

48. À la suite des résultats positifs de l'expérimentation de l'approche intégrée dans six écoles situées près de Thimphou, la capitale du Bhoutan, le PAM fournira une assistance technique et renforcera les capacités pour aider les pouvoirs publics à mettre en place et à développer un programme national de nutrition en milieu scolaire. Le PAM conduira l'appui apporté aux principales parties prenantes institutionnelles pour améliorer la gestion des politiques, de la coordination et des connaissances qui consistera à: réunir tous les partenaires compétents; cartographier les initiatives en cours concernant, par exemple, les liens établis entre les exploitations agricoles et les écoles; améliorer l'éducation nutritionnelle et élaborer des supports innovants pour les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, pour la conception des menus et pour les activités concernant la santé et l'agriculture en milieu scolaire qui combattent aussi les rôles restrictifs dévolus par la société à chaque sexe; améliorer l'assortiment alimentaire prévu pour l'alimentation scolaire, notamment en y ajoutant du riz enrichi; contribuer à parachever l'élaboration de la stratégie nationale relative à la nutrition et à la santé en milieu scolaire; passer en revue et compléter les directives sur la nutrition au niveau national et à celui des districts; aider à mettre au point un système numérisé de suivi et d'information sur l'alimentation scolaire qui prenne en compte le sexe et l'âge et soit intégré au dispositif de suivi et d'évaluation du Ministère de l'éducation; appuyer l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire des écoles et renforcer la gestion courante du programme national de nutrition en milieu scolaire; et construire ou remettre en état les cantines et les entrepôts des écoles. Avec le concours de ses partenaires, le PAM examinera les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales dans des contextes différents, en vue de transmettre les connaissances aux pouvoirs publics et d'éclairer l'élaboration du programme national de nutrition en milieu scolaire.

*Activité 2: Fournir une assistance technique aux pouvoirs publics et aux secteurs nationaux de la production et du commerce des produits alimentaires pour que des politiques rationnelles soient mises en place et garantissent la qualité et la sécurité sanitaire des aliments enrichis, en particulier le riz, tout au long des filières d'approvisionnement concernées*

49. Comme le riz enrichi est maintenant inclus dans le programme d'alimentation scolaire, le PAM renforcera les capacités du Ministère de l'agriculture et des forêts et d'autres acteurs en adoptant une approche orientée sur les systèmes, afin de faciliter l'institutionnalisation de dispositions durables de nature réglementaire, technique, infrastructurelle et commerciale qui garantissent la qualité sanitaire du riz enrichi et, à terme, des aliments enrichis, en général, fournis aux écoles et introduits dans la chaîne d'approvisionnement. Lorsque le Ministère de l'agriculture et des forêts modifie la loi sur l'alimentation, le PAM va lui apporter une assistance technique et des conseils sur les dispositions de cette loi relatives à l'enrichissement des aliments. Ses conseils porteront sur le rôle du Bureau bhoutanais de normalisation et de la BAFRA en matière d'élaboration des normes (notamment pour le riz enrichi et ses matières premières) et de suivi de leur application et du respect de la loi; le PAM aidera également à établir des consignes pratiques sur la manutention du riz enrichi à l'intention des écoles et des cuisiniers, à former les inspecteurs des produits alimentaires de la BAFRA et à mettre en place un plan d'inspection. Le PAM contribuera à renforcer les capacités de la BAFRA, des services d'inspection de l'alimentation et du laboratoire national d'analyse des aliments dans des domaines tels que la planification des inspections, les protocoles et procédures d'échantillonnage et les outils de suivi. Le PAM peut également renforcer les capacités des fabricants d'aliments (entreprises d'usinage du riz et assembleurs), évaluer les infrastructures cruciales et nouer des partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies axés sur la recherche et la réalisation d'études concernant la nutrition.

***Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, les pouvoirs publics disposent de capacités renforcées pour s'attaquer aux défis liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition et pour se préparer aux crises, notamment celles qui résultent du changement climatique, et intervenir en urgence***

50. Un séminaire interorganisations sur la planification des secours en cas de tremblement de terre, qui s'est tenu en août 2017, et un exercice de simulation organisé conjointement par l'équipe de pays des Nations Unies et les pouvoirs publics en juillet 2018 ont mis en évidence des insuffisances dans la préparation du pays à intervenir en cas de catastrophe naturelle de grande ampleur et de forte intensité. Pour renforcer les capacités d'intervention des institutions bhoutanaises en cas de catastrophe, le PAM collaborera avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et les partenaires nationaux dans trois domaines principaux: la préparation aux situations d'urgence; la gestion des catastrophes et la coordination des interventions; et la collecte préalable de données. Cet effet direct stratégique renforce le cadre national de gestion des risques de catastrophe et contribue à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 17, aux effets directs 1 et 4 du Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable et au résultat stratégique 5 du PAM.

### ***Domaines d'action privilégiés***

51. Cet effet direct est centré sur le renforcement de la résilience.

### ***Produits escomptés***

52. Ce produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les autres personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit des connaissances améliorées des pouvoirs publics en ce qui concerne la vulnérabilité, la logistique en situation d'urgence et les meilleures pratiques applicables aux systèmes d'approvisionnement (notamment l'entreposage et les réserves stratégiques décentralisées de céréales) ainsi que de leur

capacité accrue de réduire les pertes au minimum et d'améliorer la sécurité alimentaire pendant les périodes critiques.

53. Ce produit contribue à la réalisation de l'effet direct en renforçant les liens entre préparation et intervention en cas de crise. L'aide à la préparation visera principalement à développer les capacités des pouvoirs publics et des communautés, tandis que des quantités limitées de produits essentiels seront prépositionnées à des emplacements stratégiques et dans des unités mobiles d'entreposage. Tous les partenaires feront en sorte que les stratégies, les plans et les dispositifs d'intervention appuient les mesures nationales, tiennent compte des données disponibles, des estimations de la vulnérabilité et des besoins, de la problématique hommes-femmes et des handicaps, et soient liés au redressement et aux activités de développement à long terme.

### **Activités essentielles**

*Activité 3: Vu que le PAM dirige le groupe de travail sectoriel chargé de la logistique et des communications d'urgence, renforcer les capacités des pouvoirs publics, en tenant compte de la problématique hommes-femmes et en se concentrant sur la vulnérabilité, en ce qui concerne la gestion des ressources nationales destinées aux situations d'urgence et l'élaboration, l'amélioration et la mise à l'essai de plans nationaux d'intervention et de systèmes de coordination en situation d'urgence*

54. Le PAM renforcera les capacités du Département de la gestion des catastrophes en ce qui concerne l'application des plans de secours, l'élaboration de modes opératoires normalisés et l'organisation régulière d'exercices de simulation interorganisations permettant de tester la coordination des secours en cas de catastrophe. Il fournira une assistance technique et améliorera les capacités de gestion des entrepôts destinés aux interventions d'urgence, afin d'en optimiser la gestion ainsi que celle des chaînes d'approvisionnement des réserves alimentaires stratégiques nationales; il aidera le Département de la gestion des catastrophes et le Ministère de l'agriculture et des forêts à élaborer un plan de gestion de la logistique en situation de catastrophe; et il dispensera une formation en logistique d'urgence à laquelle femmes et hommes participeront, en soulignant combien il importe d'estimer les besoins d'urgence et d'y répondre. Dans le domaine de la collecte préalable de données, le PAM va: appuyer le renforcement des capacités relatives à la constitution et au nettoyage d'ensembles de données pertinents qui pourront être regroupés en une base de données géospatiales; fournir une assistance pour établir des cartes de la vulnérabilité pour chaque type de catastrophe qui aideront à élaborer les plans de préparation et d'intervention; renforcer les capacités techniques du pays en organisant des formations directes et des sessions de transfert de compétences; et faciliter la mise à l'essai des systèmes de données à l'aide de simulations réalisées à partir de différents scénarios.

### **3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

55. Plutôt que de se retirer du Bhoutan à la fin de 2018, le PAM a décidé, en réponse au Gouvernement qui sollicitait un accompagnement pour parcourir la dernière ligne droite en vue d'éradiquer la pauvreté et de quitter la catégorie des pays les moins avancés, de ne plus exécuter les programmes directement, mais de fournir un appui et une assistance technique pour améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition ainsi que la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise, en veillant à ce que toutes les activités prennent en compte la problématique hommes-femmes. Le Gouvernement assumera la responsabilité de toutes les activités d'alimentation scolaire et, avec l'assistance technique du PAM, les transformera en un programme national de nutrition en milieu scolaire; son objectif est que tous les élèves des écoles publiques en bénéficient d'ici à 2023, en particulier ceux des écoles situées dans des zones rurales reculées.
56. Fort des conseils techniques et des orientations fournis par le PAM, le Gouvernement prévoit de définir des normes relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, notamment un cadre réglementaire et un dispositif de mise en conformité pour le riz enrichi

et les autres aliments enrichis d'ici à 2023, afin de pouvoir les commercialiser sur les marchés. En complément de son appui en faveur de l'amélioration des infrastructures, le PAM renforcera les capacités des acteurs nationaux pour qu'ils soient à même d'utiliser et d'entretenir correctement les installations susceptibles de servir à l'entreposage des réserves d'urgence. Avec ses partenaires de l'équipe de pays des Nations Unies, il aidera le Gouvernement à renforcer ses plans et capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, notamment en l'aidant à recenser, cartographier et hiérarchiser lui-même les populations vulnérables dans les 72 heures consécutives à une catastrophe, et à coordonner les activités des partenaires nationaux et internationaux afin d'intervenir rapidement et efficacement.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)*</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
1	1. Aider les pouvoirs publics à assurer la transition vers un programme national de nutrition en milieu scolaire fondé sur une approche intégrée de l'alimentation scolaire qui associe éducation nutritionnelle, santé et agriculture à l'école, prend en compte la problématique hommes-femmes et prévoit des garanties environnementales et sociales dans toutes les activités, et sur le renforcement des chaînes d'approvisionnement et l'optimisation des infrastructures nutritionnelles scolaires	80 000	80 000	5 500	6 300	<b>11 800 (niveau 3)</b>  <b>160 000 (niveau 3)</b>
	2. Fournir une assistance technique aux pouvoirs publics et aux secteurs nationaux de la production et du commerce des produits alimentaires pour que des politiques rationnelles soient mises en place et garantissent la qualité et la sécurité sanitaire des aliments enrichis, en particulier le riz, tout au long des filières d'approvisionnement concernées	40 000	40 000			<b>80 000 (niveau 3)</b>
2	3. Vu que le PAM dirige le groupe de travail sectoriel chargé de la logistique et des communications d'urgence, renforcer les capacités des pouvoirs publics, en tenant compte de la problématique hommes-femmes et en se concentrant sur la vulnérabilité, en ce qui concerne la gestion des ressources nationales destinées aux situations d'urgence et l'élaboration, l'amélioration et la mise à l'essai de plans nationaux d'intervention et de systèmes de coordination en situation d'urgence			125	125	<b>250 (niveau 3)</b>
<b>Total, hors chevauchement</b>		<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>5 625</b>	<b>6 425</b>	<b>172 050</b>

\* Les filles et les garçons sont bénéficiaires jusqu'à l'âge de 18 ans.

57. Pendant la mise en œuvre du PSP pour 2019–2023, le bureau de pays se concentrera uniquement sur le renforcement des capacités et n'assurera aucun transfert alimentaire ou monétaire. Le PSP n'aura donc que des bénéficiaires indirects (niveau 3). Il se pourrait que 172 000 personnes au total bénéficient des résultats de l'appui fourni aux parties prenantes nationales. Quant aux bénéficiaires de l'appui du PAM en faveur des initiatives et des programmes nationaux relevant de l'activité 1, ils devraient être plus de 11 800 hommes et femmes (niveau 3): 9 000 petits exploitants bénéficiant du programme visant à les relier au système d'alimentation scolaire; et 2 800 employés des écoles et des administrations de district ou centrales, qui recevront une formation sur l'approche intégrée, le suivi et l'évaluation, la sécurité sanitaire des aliments, et la gestion des cuisines et des entrepôts. Grâce à ces programmes, 160 000 écoliers au total (niveau 3) pourraient en définitive bénéficier des interventions du PAM portant sur l'amélioration des infrastructures, l'éducation nutritionnelle, la santé et l'agriculture en milieu scolaire, ainsi que le suivi et l'évaluation.
58. Au titre de l'activité 2, 80 000 écoliers (niveau 3) bénéficieront de l'appui du PAM en faveur du programme national de nutrition en milieu scolaire, notamment la fourniture d'aliments enrichis et l'établissement d'un cadre réglementaire et d'un dispositif de mise en conformité. Au titre de l'activité 3, le PAM organisera des formations et des exercices de simulation de situations d'urgence, entre autres activités de renforcement des capacités, à l'intention de 250 employés (niveau 3) de différents organismes gouvernementaux chargés de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise.

#### ***Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud***

59. Au titre du PSP, le PAM mettra entièrement l'accent sur le renforcement des capacités nationales et la fourniture d'une assistance technique, dans le but d'atteindre des objectifs thématiques interdépendants. Il aidera les pouvoirs publics à améliorer leurs politiques et leurs programmes spécifiquement axés sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, en renforçant leur base de données factuelles et en créant une demande d'aliments nutritifs et de services complémentaires grâce à des campagnes de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements. Tirant parti des efforts déployés par ses partenaires dans ce domaine, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le FIDA et l'UNICEF ainsi que Son Altesse Royale, la Princesse Maha Chakri Sirindhorn de Thaïlande, le PAM privilégiera le transfert global de connaissances et le renforcement des systèmes, et déterminera les modalités de reproduction et de transposition des interventions à plus grande échelle afin d'améliorer les effets directs sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
60. Le PAM perfectionnera les pratiques de gestion des risques de catastrophe, notamment les capacités de préparation et d'intervention, en améliorant les prévisions et l'analyse des répercussions des catastrophes, les modes opératoires normalisés et les capacités de gestion des chaînes d'approvisionnement d'urgence, y compris la coordination de l'approvisionnement, de la logistique et des télécommunications d'urgence, ainsi que des interventions liées à la sécurité alimentaire entre les ministères et les forces armées, la société civile, les entités des Nations Unies et les organisations du secteur privé. Le PAM pourrait également faciliter et favoriser le partage des connaissances et des compétences techniques avec des partenaires régionaux, par exemple, en faisant appel au savoir-faire en matière de chaînes d'approvisionnement dont l'Inde a fait preuve lors de ses récentes interventions à la suite des inondations au Kerala.

#### **4.2 Chaîne d'approvisionnement**

61. En apportant son appui aux pouvoirs publics en ce qui concerne l'enrichissement des aliments, leur qualité et leur sécurité sanitaire (activité 2), la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise (activité 3), le PAM mettra l'accent sur les chaînes

d'approvisionnement. L'activité 1 veillera aussi à ce que l'approvisionnement des écoles par les réseaux de chaînes d'approvisionnement existants et futurs offre un bon rapport coût-efficacité. Le PAM va: contribuer à optimiser les chaînes d'approvisionnement de l'alimentation scolaire; fournir des conseils et une assistance technique pour élaborer des politiques et des procédures relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments; appuyer le renforcement des capacités des pouvoirs publics en matière de logistique d'urgence, en aidant les organismes concernés à assurer la coordination entre le secteur public et la communauté internationale; cartographier et analyser les données sur la préparation aux situations d'urgence et l'intervention de secours et fournir une plateforme destinée à améliorer la cartographie de toutes les ressources prépositionnées dans différentes régions du pays en cas d'urgence; et former les organismes gouvernementaux chargés des secours d'urgence et renforcer leurs capacités en logistique d'urgence en prévoyant des exercices de simulation.

### **4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel**

62. Le bureau de pays compte moins de dix employés qui, pour la plupart, ont une grande expérience des activités d'alimentation scolaire, mais le développement des capacités est un domaine relativement nouveau pour eux. Le PAM passant de la mise en œuvre directe d'activités d'assistance alimentaire à la fourniture d'une assistance technique en faveur du programme national de nutrition en milieu scolaire, de l'enrichissement et de la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que de la préparation aux situations d'urgence et des interventions de secours, le bureau de pays doit déterminer comment adapter les attributions de son personnel, tout en mettant en place de solides capacités techniques dans les domaines dont il s'occupe désormais. Cette transition offre aux agents recrutés sur le plan national la possibilité d'élargir leurs connaissances et leurs compétences dans de nouveaux domaines. Le bureau va toutefois devoir recenser les lacunes et les besoins et éventuellement étoffer ses effectifs pour y remédier, en tenant en compte de la nécessité d'assurer la parité des sexes et de disposer des compétences requises en matière de problématique hommes-femmes, en prenant des dispositions adéquates avec d'autres bureaux de pays et en faisant appel au Bureau régional de Bangkok.

### **4.4 Partenariats**

63. Outre que le bureau de pays s'est engagé à collaborer avec les pouvoirs publics et avec les autres organismes des Nations Unies au titre de l'initiative "Unis dans l'action", il fera appel aux partenariats pour optimiser ses contributions et obtenir des résultats collectifs. Ainsi, le PAM pourrait tirer parti de son nouveau cadre de partenariat stratégique avec la Banque mondiale pour relier son appui en faveur du programme national de nutrition en milieu scolaire avec le projet sur la sécurité alimentaire et la productivité agricole, conjointement mené par la FAO et la Banque mondiale. Ce projet entend s'attaquer à la pauvreté rurale, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en investissant dans les moyens d'existence des petits exploitants agricoles et en établissant des liens entre ces producteurs et les marchés associés à l'alimentation scolaire. Le bureau de pays participera à des actions en faveur de la nutrition menées conjointement avec l'UNICEF, notamment pour le renforcement des capacités et la sensibilisation, et coordonnera son action avec le FNUAP et ONU-Femmes en ce qui concerne l'éducation des filles, la violence à l'égard des femmes et des filles, et d'autres domaines intéressant la promotion de l'égalité des sexes.
64. Les principaux partenaires du bureau de pays pour l'effet direct stratégique 1 seront les ministères de l'éducation, de l'agriculture et des forêts, et de la santé, le Comité de pilotage chargé de la santé en milieu scolaire et des organismes publics centraux, tels que la Commission du bonheur national brut et le Ministère des finances. Le PAM et le Ministère de l'agriculture et des forêts ont créé un groupe de travail conjoint sur l'enrichissement des aliments avec des représentants des ministères de l'éducation et de la santé, la BAFRA et la

*Food Corporation of Bhutan*. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM mènera une intervention conjointe avec les autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies, en partenariat avec le Département de la gestion des catastrophes, le Ministère de l'intérieur et de la culture, le Bureau national de la statistique et des organisations de défense civile et de la société civile.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

65. La gestion de la performance se fera sur la base du Cadre de résultats institutionnels, en prenant en compte la problématique hommes-femmes et la stratégie de suivi institutionnelle, et prévoit donc la mesure et l'analyse des indicateurs de processus, de produit et d'effet direct. Le PAM assurera le suivi des projets avec des partenaires publics. Il recueillera des données relatives aux produits directement auprès de ses partenaires et utilisera son outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET) pour les exploiter. Le suivi des effets directs sera centré sur la prise en main progressive des activités par les instances nationales et sur le développement des moyens dont disposent les pouvoirs publics.
66. Conformément à la politique du PAM en matière de PSP et à la stratégie d'évaluation arrêtée, le PSP sera évalué en 2022, avant-dernière année de sa mise en œuvre, afin de pouvoir contribuer à l'orientation stratégique de l'action future du PAM au Bhoutan. En 2021, le bureau de pays effectuera un examen à mi-parcours pour répondre à la demande des parties prenantes et aux besoins de données factuelles, d'apprentissage et de responsabilisation. Les constatations de l'examen à mi-parcours serviront également lors de l'évaluation du Cadre de partenariat avec les Nations Unies pour le développement durable, qui doit avoir lieu en 2022. Une évaluation décentralisée de l'approche intégrée du PAM est aussi prévue, avec des enquêtes qui permettront d'établir des valeurs de référence à compter de 2019. Étant donné que le bureau de pays s'emploiera uniquement à renforcer les capacités des partenaires gouvernementaux, une série d'évaluations qualitatives dirigées et validées par les parties prenantes sera réalisée.
67. Le bureau de pays appuiera l'utilisation de techniques de collecte et de communication de données numériques multisectorielles en temps réel, qui permettra notamment aux pouvoirs publics de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme national de nutrition en milieu scolaire, d'évaluer les résultats au niveau des produits des activités menées par le PAM, et de surveiller de plus près les processus se rapportant à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments. Le PAM préparera des rapports annuels pour le pays et répondra aux exigences des donateurs en matière d'information, en leur communiquant des fiches de renseignements, des rapports annuels et des rapports de synthèse, et en organisant des missions sur le terrain pour qu'ils puissent constater les résultats et les effets positifs des activités menées.
68. Dans le cadre de la réforme de l'Organisation des Nations Unies, le bureau de pays collaborera avec l'équipe de pays des Nations Unies pour harmoniser la planification, l'assurance qualité, le suivi, l'évaluation et les rapports, en adoptant autant que faire se peut des indicateurs communs.

### **5.2 Gestion des risques**

#### ***Risques stratégiques***

69. Au début du mois d'août 2018, le Gouvernement bhoutanais a démissionné après être arrivé avec succès au terme de son mandat de cinq ans, transférant le pouvoir au gouvernement provisoire qui n'est pas habilité à prendre de décisions politiques. La Commission du bonheur national brut (organe de planification du Gouvernement) et



d'autres ministères ont indiqué que le PSP était en phase avec les priorités du pays, mais que seul le nouveau Gouvernement, qui est entré en fonctions début novembre, pouvait approuver le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal actuellement à l'état de projet, lors de sa première session parlementaire prévue pour décembre 2018. Le risque de discordance avec le nouveau Gouvernement est faible et le manifeste du parti politique au pouvoir donne la priorité aux domaines de collaboration énumérés dans le PSP.

70. Le changement climatique risque d'accroître la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles, notamment des inondations, des coulées de boue ou des tremblements de terre, qui pourraient contrecarrer les projets hydroélectriques du Bhoutan, et freiner ou annihiler de nombreux gains économiques récents et d'autres acquis du développement. Pour parer à ce risque, le PAM prévoit de mettre en place un suivi étroit et des plans d'urgence, tout en renforçant les capacités nationales de préparation aux catastrophes et d'intervenir d'urgence.
71. Un autre risque stratégique est la possibilité que le PAM ne reçoive pas suffisamment de ressources pour financer la réorientation de ses activités et contribuer efficacement à la réalisation de l'ODD 2. Pour atténuer ce risque, le PAM a élaboré le PSP en étroite collaboration avec les donateurs, et les estimations préliminaires sont positives en ce qui concerne les ressources mobilisées, dont un financement pluriannuel, pour passer à une assistance technique en faveur du programme national de nutrition en milieu scolaire et de l'enrichissement et de la sécurité sanitaire des aliments. Le PAM et les autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies mettront en œuvre une opération commune de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, avec le soutien solide du Coordonnateur résident des Nations Unies qui s'est engagé à mobiliser des ressources pour la réalisation de l'effet direct stratégique 2.

### ***Risques programmatiques***

72. Bien que les ministères de l'éducation et de la santé soient très investis dans leur partenariat avec le PAM, il pourrait être très difficile pour eux de consacrer beaucoup de temps au renforcement des capacités et à la transformation du programme d'alimentation scolaire tout en assurant leurs tâches ordinaires. Pour encourager la participation au renforcement des capacités, le PAM ne cessera d'insister auprès de ces ministères et d'autres partenaires gouvernementaux sur l'importance de disposer d'agents qualifiés en nombre suffisant pour assurer la transition vers un programme national de nutrition en milieu scolaire et des interventions plus larges dans les domaines de la santé et de la nutrition. Des garanties environnementales et sociales seront prévues dans le cadre des activités organisées, afin d'éviter ou d'atténuer les effets potentiels indésirables.
73. Un autre risque programmatique est la possibilité que le PAM ne reçoive pas suffisamment de ressources pour financer la réorientation de ses activités et contribuer efficacement à la réalisation de l'ODD 2. Pour atténuer ce risque, le PAM a élaboré le PSP en étroite collaboration avec les donateurs, et les estimations préliminaires sont positives en ce qui concerne les ressources mobilisées, dont un financement pluriannuel, pour passer à une assistance technique en faveur du programme national de nutrition en milieu scolaire et de l'enrichissement et de la sécurité sanitaire des aliments. Le PAM et les autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies mettront en œuvre une opération commune de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, avec le soutien solide du Coordonnateur résident des Nations Unies qui s'est engagé à mobiliser des ressources pour la réalisation de l'effet direct stratégique 2.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Année 1</b>	<b>Année 2</b>	<b>Année 3</b>	<b>Année 4</b>	<b>Année 5</b>	<b>Total</b>
1	1 844 652	1 612 809	1 454 637	1 591 538	866 555	<b>7 370 191</b>
2	355 083	328 152	280 852	306 012	301 761	<b>1 571 861</b>
<b>Total</b>	<b>2 199 735</b>	<b>1 940 961</b>	<b>1 735 489</b>	<b>1 897 550</b>	<b>1 168 317</b>	<b>8 942 053</b>

### 6.2 Perspectives de financement

74. Les perspectives de financement du PSP sont positives et les domaines thématiques dans lesquels les activités sont planifiées correspondent aux intérêts des donateurs habituels, non habituels et du secteur privé. Au Bhoutan, les investissements sont peu coûteux, à forte incidence et visibles, et le bureau de pays mettra en avant ces avantages pour mobiliser des ressources auprès de ses partenaires. Des efforts sont actuellement déployés pour diversifier la base des donateurs et mobiliser de nouveaux partenaires, et des gains considérables ont déjà été obtenus. Certaines activités, comme les initiatives de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise que le PAM a été invité à piloter, ont des perspectives de financement plus favorables que d'autres.

### 6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

75. Le bureau de pays élabore un plan de mobilisation de ressources pour le PSP, en vue de diversifier les flux de financement en mettant à profit les partenariats solides du PAM avec le Gouvernement et les donateurs actuels, tout en renforçant les liens existants avec les nouveaux donateurs, notamment ceux du secteur privé. Il est de plus en plus difficile de mobiliser des fonds pour des activités au Bhoutan, car le pays est sur le point de quitter la catégorie des pays les moins avancés, mais son reclassement prochain ouvre également la porte à d'autres financeurs, tels que les institutions financières (la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale), qui investissent massivement dans des projets de développement, notamment pour l'éducation, la santé, et la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise. La présence limitée de missions diplomatiques d'autres pays complique la mobilisation de ressources, mais la collaboration s'intensifie avec des partenaires qui investissent au Bhoutan à partir d'autres pays et grâce à des instances telles que le Conseil d'administration.
76. L'action conjointe de mobilisation de ressources menée avec le Coordonnateur résident des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies occupe une place centrale dans les activités que le PAM met en œuvre dans le pays pour rassembler des fonds. Parmi les nouvelles perspectives figurent le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement au titre de la coopération Sud-Sud et les fonds communs des Nations Unies. La coopération habituelle du PAM avec le Gouvernement et les donateurs traditionnels sera complétée par des investissements plus importants du secteur privé et de fonds mondiaux.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE BHOUTAN (2019-2023)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition**

**Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition**

**Effet direct stratégique 1: D'ici à 2023, la nutrition des enfants d'âge scolaire, des femmes et des groupes vulnérables s'améliore, conformément aux objectifs nationaux**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:  
causes profondes

### Hypothèses

Avec le passage de la mise en œuvre opérationnelle au développement des capacités, le personnel du bureau de pays est formé et encadré pour s'adapter à ces nouveaux rôles et, lorsque les capacités internes ne sont pas disponibles et ne peuvent être recensées dans le pays, le soutien des consultants internationaux et du bureau régional est recherché.

Il y a suffisamment de personnel qualifié dans les secteurs gouvernementaux concernés affectés au programme.

### Indicateurs d'effet direct

Score de diversité alimentaire

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Score de capacité Faim zéro

## Activités et produits

### **1. Aider les pouvoirs publics à assurer la transition vers un programme national de nutrition en milieu scolaire fondé sur une approche intégrée de l'alimentation scolaire qui associe éducation nutritionnelle, santé et agriculture à l'école, prend en compte la problématique hommes-femmes et prévoit des garanties environnementales et sociales dans toutes les activités, et sur le renforcement des chaînes d'approvisionnement et l'optimisation des infrastructures nutritionnelles scolaires. (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les élèves ciblés des établissements primaires et secondaires, notamment les adolescentes (bénéficiaires de niveau 3), bénéficient de régimes alimentaires sains et diversifiés et de services d'éducation nutritionnelle et de santé, qui sont dispensés aux garçons comme aux filles dans l'optique de faire évoluer les relations entre les sexes, afin d'améliorer leur nutrition, de lutter contre les maladies non transmissibles (ODD 3) et d'améliorer les résultats scolaires (ODD 4). (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les élèves ciblés des établissements primaires et secondaires, notamment les adolescentes (bénéficiaires de niveau 3), bénéficient de régimes alimentaires sains et diversifiés et de services d'éducation nutritionnelle et de santé, qui sont dispensés aux garçons comme aux filles dans l'optique de faire évoluer les relations entre les sexes, afin d'améliorer leur nutrition, de lutter contre les maladies non transmissibles (ODD 3) et d'améliorer les résultats scolaires (ODD 4). (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les élèves ciblés des établissements primaires et secondaires, notamment les adolescentes (bénéficiaires de niveau 3), bénéficient de régimes alimentaires sains et diversifiés et de services d'éducation nutritionnelle et de santé, qui sont dispensés aux garçons comme aux filles dans l'optique de faire évoluer les relations entre les sexes, afin d'améliorer leur nutrition, de lutter contre les maladies non transmissibles (ODD 3) et d'améliorer les résultats scolaires (ODD 4). (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les élèves ciblés des établissements primaires et secondaires, notamment les adolescentes (bénéficiaires de niveau 3), bénéficient de régimes alimentaires sains et diversifiés et de services d'éducation nutritionnelle et de santé, qui sont dispensés aux garçons comme aux filles dans l'optique de faire évoluer les relations entre les sexes, afin d'améliorer leur nutrition, de lutter contre les maladies non transmissibles (ODD 3) et d'améliorer les résultats scolaires (ODD 4). (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

### **2. Fournir une assistance technique aux pouvoirs publics et aux secteurs nationaux de la production et du commerce des produits alimentaires pour que des politiques rationnelles soient mises en place et garantissent la qualité et la sécurité sanitaire des aliments enrichis, en particulier le riz, tout au long des filières d'approvisionnement concernées. (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les populations vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient des moyens renforcés dont disposent les pouvoirs publics pour surveiller la sécurité sanitaire et la qualité des aliments enrichis et s'assurer ainsi que leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels soient satisfaits. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient des moyens renforcés dont disposent les pouvoirs publics pour surveiller la sécurité sanitaire et la qualité des aliments enrichis et s'assurer ainsi que leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels soient satisfaits. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

**But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**

**Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD**

**Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD**

**Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, les pouvoirs publics disposent de capacités renforcées pour s'attaquer aux défis liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition et pour se préparer aux crises, notamment celles qui résultent du changement climatique, et intervenir en urgence**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:  
renforcement de la résilience

**Hypothèses**

Avec le passage de la mise en œuvre opérationnelle au développement des capacités, le personnel du bureau de pays est formé et encadré pour s'adapter à ces nouveaux rôles et, lorsque les capacités internes ne sont pas disponibles et ne peuvent être recensées dans le pays, le soutien des consultants internationaux et du bureau régional est recherché.

**Indicateurs d'effet direct**

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

**Activités et produits**

**3. Vu que le PAM dirige le groupe de travail sectoriel chargé de la logistique et des communications d'urgence, renforcer les capacités des pouvoirs publics, en tenant compte de la problématique hommes-femmes et en se concentrant sur la vulnérabilité, en ce qui concerne la gestion des ressources nationales destinées aux situations d'urgence et l'élaboration, l'amélioration et la mise à l'essai de plans nationaux d'intervention et de systèmes de coordination en situation d'urgence. (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les autres personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit des connaissances améliorées des pouvoirs publics en ce qui concerne la vulnérabilité, la logistique en situation d'urgence et les meilleures pratiques applicables aux systèmes d'approvisionnement (notamment l'entreposage et les réserves stratégiques décentralisées de céréales) ainsi que de leur capacité accrue de réduire les pertes au minimum et d'améliorer la sécurité alimentaire pendant les périodes critiques. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les autres personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit des connaissances améliorées des pouvoirs publics en ce qui concerne la vulnérabilité, la logistique en situation d'urgence et les meilleures pratiques applicables aux systèmes d'approvisionnement (notamment l'entreposage et les réserves stratégiques décentralisées de céréales) ainsi que de leur capacité accrue de réduire les pertes au minimum et d'améliorer la sécurité alimentaire pendant les périodes critiques. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les autres personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit des connaissances améliorées des pouvoirs publics en ce qui concerne la vulnérabilité, la logistique en situation d'urgence et les meilleures pratiques applicables aux systèmes d'approvisionnement (notamment l'entreposage et les réserves stratégiques décentralisées de céréales) ainsi que de leur capacité accrue de réduire les pertes au minimum et d'améliorer la sécurité alimentaire pendant les périodes critiques. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences**

**Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**

**Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**

**Résultats transversaux**

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

**ANNEXE II**

<b>VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)</b>			
	<b>Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2</b>	<b>Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17</b>	<b>Total</b>
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	
<b>Domaine d'action privilégié</b>	<b>Causes profondes</b>	<b>Renforcement de la résilience</b>	
Transferts	5 150 281	993 801	<b>6 144 082</b>
Mise en œuvre	839 084	284 107	<b>1 123 191</b>
Coûts d'appui directs ajustés	931 002	198 018	<b>1 129 020</b>
<b>Total partiel</b>	<b>6 920 367</b>	<b>1 475 926</b>	<b>8 396 293</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	449 824	95 935	<b>545 759</b>
<b>Total</b>	<b>7 370 191</b>	<b>1 571 861</b>	<b>8 942 053</b>



**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

BAFRA	Autorité bhoutanaise de réglementation de l'agriculture et de l'alimentation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance